



Déclaration de la CGT Environnement au conseil d'administration de l'OFB

Jeudi 28 novembre 2024

Mesdames les administratrices, Messieurs les administrateurs.

La baisse du budget de l'établissement OFB et de son plafond d'emploi prévus en 2025 traduisent l'absence de priorité et de considération du gouvernement pour la protection de l'environnement, comme la déclaration conjointe des représentants des personnels qui vous a été faite l'a montré.

D'autre part, la consolidation culturelle et une forme d'unification de l'établissement reste à acquérir, d'où la tentative du directeur général de rédiger une « *raison d'être* » sur laquelle nous avons de sérieuses réserves ; mais nous ne développerons pas ce point.

Nous voulons aborder ici les dégradations de locaux ou agressions d'agents de l'OFB perpétrées par certains syndicats agricoles depuis le début de 2024.

Une trentaine de sites de l'OFB ont été vandalisés au début de l'année par la FNSEA, les JA et la Coordination rurale. Les préfets et les forces de l'ordre en étaient avertis, mais aucune mesure de prévention et de maintien du soi-disant « ordre public » n'a été mise en place. L'OFB a porté plainte pour ces dégradations et à ce jour, la réponse de la justice consiste en des classements sans suite : vous pouvez compter qu'il en sera de même dans les autres plaintes en cours d'instruction.

Nous résumerons la résurgence des manifestations agricoles en cette fin d'année à travers quatre cas :

- début octobre, les boulons d'une des roues du véhicule du chef de service de l'OFB du Tarn-et-Garonne sont dévissés durant une réunion avec les syndicats agricoles. Cela aurait pu avoir de graves conséquences, une plainte a été déposée, mais nous n'en attendons pas grand-chose à vrai dire ;
- la semaine dernière, dépôt d'immondices et emmurage de l'entrée du site OFB de l'Oise ;
- mardi 26 novembre après-midi : intrusion de force de la Coordination rurale dans les locaux du service départemental de la Creuse à Guéret, des portes fracassées, des immondices répandus, des bureaux saccagés et des dossiers judiciaires volés. Une vidéo circule sur le réseau X-ex twitter et des photos sont parues dans la presse. Certaines personnes y sont identifiables. Ces délits ont eu lieu après une entrevue de

la CR avec la préfète et comme à chaque fois, aucune intervention préventive des forces de l'ordre. Facile pour la préfecture et pour la ministre de l'agriculture de condamner ces actes après coup en ayant laissé faire sciemment. Vous savez ce que ressentent nos collègues en découvrant leur lieu de travail saccagé ? La même chose que ceux dont le domicile a été cambriolé, plus la certitude que l'Etat se moque de l'OFB, de la protection de l'environnement et de l'application des lois de la république. L'OFB a porté plainte mais là aussi nous prenons le pari : aucun des délinquants ne sera inquiété.

- Mardi 26 novembre à 20 h, à Montbard en Côte d'Or, manifestation officielle de la FDSEA 21 et des JA 21 devant l'une des deux implantations du service départemental. Dépôt de 300 m3 de fumier et de détritrus. Silence de l'Etat, pas un mot du sous-préfet qui habite à 20 m du lieu de la manifestation mais devait avoir mieux à faire, balisage du parking pour que les tracteurs puissent bien rentrer, discussion des agriculteurs avec les gendarmes et le sous-préfet et arrêt de la circulation pour qu'ils puissent déverser leur immondices. Depuis la manifestation analogue de février 2024, lors de laquelle la FDSEA s'était permis une mise en cause nominative honteuse de deux collègues, une seule enquête sur un sujet agricole a été initiée par le SD21 cette année, mais les agriculteurs se déclarent assiégés, prétendant à la presse quotidienne, prompte à répercuter ce genre d'ânerie, que les « *agents posent leurs pistolets sur la table quand ils rentrent dans les fermes* ». Et demandent que l'on désarme les agents de l'OFB.

Le sentiment des collègues au SD 21 est celui d'une grande solitude, d'un complet lâchage par la prétendue force publique malgré le soutien de leur l'établissement.

Que conclure de tout ceci ? La CGT Environnement comprend parfaitement le désarroi de beaucoup d'agriculteurs, mis en danger dans leur survie par un système libéral cynique, basé sur l'exportation de produits agricoles et un régime de concurrence totalement biaisé, qui exploite selon la doctrine minière les humains comme les ressources naturelles, sans aucune vision de long terme. Sur la base de ce constat, l'OFB n'est évidemment pas la vraie source des graves problèmes que rencontre une grande partie du monde agricole.

Nous avons bien en tête un autre régime concurrentiel, celui des élections des chambres d'agriculture au début 2025, conduisant à la surenchère dans certaines manifestations.

Mais nous ne trouvons aucune excuse à un Etat incapable de protéger ses biens immobiliers et ses agents, muet sur le bien-fondé de leur action et la mission d'intérêt général dont ils sont investis.

Sans doute faut-il en conclure, avec Bossuet, que « *Nos vrais ennemis sont en nous-mêmes.* »